



A Berne, les élues risquent d'être moins nombreuses. Le collectif Femmes (VS) se mobilise

Reflux de la vague violette?



Le collectif qui a organisé la grève féministe de juin 2023 vise à pousser à la réflexion sur la présence des femmes au parlement. Keystone-archives

« SOPHIE DUPONT



Féminisme » Sur les huit sièges que compte le Valais au National, tous sont occupés par des hommes. «Pour la Chambre qui est censée représenter la population, c'est particulièrement choquant», juge Aude Rapin, du collectif Femmes, qui a organisé la Grève féministe.

Les militantes ont distribué au marché de Sion des flyers appelant à la réflexion.

«Les gens n'ont pas conscience de la situation. Quand nous questionnons les passants, la plupart imaginent que deux ou trois Valaisannes siègent au National», témoigne-t-elle. Le Conseil des Etats compte quant à lui une femme et un homme, les centristes Marianne Maret et Beat Rieder.

Une socialiste bien placée
L'action du collectif n'appelle pas à voter pour un parti ou un autre. «Nous ne demandons pas non plus de choisir uniquement

des femmes. Mais nous amenons les citoyens à se questionner sur leur manière de voter», poursuit la militante. Dans les faits, la porte du Conseil national restera difficile à franchir pour les candidates valaisannes, car les huit hommes sortants (3 PDC, 2 UDC, 1 PLR, 1 PS, 1 Vert) se représentent. Parmi les candidates, la socialiste Sarah Constantin est la mieux placée pour espérer récupérer un siège.

«Il ne suffit pas de faire figurer des femmes sur les listes des partis. Il faut des personnalités fortes, qui peuvent sortir du lot face à des hommes qui ont déjà un siège à



Berne», martèle Aude Rapin. Pour celle qui est elle-même élue socialiste, députée suppléante au Grand Conseil, les partis ont un rôle important à jouer pour soutenir les candidates, les préparer aux débats et les former à l'arène politique. Dans sa fonction, elle constate que les politiciennes sont encore souvent écartées des lieux où se nouent les contacts politiques. «La foire du Valais, par exemple, est un milieu très masculin», relève-t-elle.

Des formations proposées

Le collectif a aussi interpellé l'Office cantonal de l'égalité et de la famille, lui demandant de se positionner sur la représentativité. Celui-ci indique proposer des formations à l'intention des politiciennes, notamment sur la confiance en soi et la communication sur les réseaux sociaux. «Des recommandations pour les partis figurent également dans nos brochures. Nous leur conseillons de recruter des femmes, de les former et de leur donner une place au sein des partis pendant toute la législature», explique Katy Solioz-François, cheffe de l'office.

Au niveau suisse, la représentativité des femmes sous la Coupole avait bondi en 2019. Le Conseil national compte ainsi 41% de femmes (contre 32% en

2015), et elles sont 28% au Conseil des Etats (contre 15% en 2015). Mais cette avancée vers la parité n'est de loin pas acquise et les risques de reflux sont réels.

«En 2019, la conjoncture était plus favorable au discours sur la présence des femmes en politique fédérale», constate Andrea Pilotti, politologue à l'Université de Lausanne. La première grande grève féministe depuis 1991 avait mobilisé massivement et mis l'égalité à l'agenda. «Même les partis qui jugeaient moins prioritaires les questions de genre avaient en partie surfé sur la vague. Ce n'est plus le cas aujourd'hui», observe le politologue. La percée des Verts, parti où les femmes sont bien représentées, avait également contribué à les propulser sous la Coupole.

Autre élément à prendre en compte, le nombre important d'élues de longue date qui quittent le parlement. Sur les douze femmes sortantes qui ne remplissent pas, plus de la moitié a siégé pendant seize ans ou plus. «Elles avaient acquis de l'expérience et une certaine capacité à faire campagne», relève le politologue. Parmi elles, on trouve la socialiste thurgovienne Edith Graf-Litscher (dix-huit ans au parlement), la libé-

rale-radical-bernoise Christa Markwalder (vingt ans) ou encore la Vaudoise Ada Marra (seize ans).

Pour Andrea Pilotti, c'est aux partis de promouvoir activement les candidatures féminines. D'autant que les groupes politiques n'assurent pas toujours une relève égalitaire. Pour succéder à la sénatrice verte Adèle Thorens (VD), qui se retire, seuls des hommes se portent candidats, chez les Verts et au PS comme à droite. »



«Il faut des personnalités fortes, qui peuvent sortir du lot»

Aude Rapin